



# Les Echos

LUNDI 13 MARS 2023

**Asie** Xi Jinping, l'indéboulonnable empereur de la Chine moderne // P. 9

**Médias** Les nouvelles ambitions de Rodolphe Saadé, le tout puissant patron de CMA CGM // P. 15



## Silicon Valley : les raisons d'un séisme financier

● Silicon Valley Bank, la banque préférée des entrepreneurs de San Francisco, a été fermée par les autorités américaines.

- Les start-up s'inquiètent pour leur argent.
- Les fragilités du système financier mises à nu.

// PAGES 28-29, L'ÉDITORIAL D'ALEXANDRE COUNIS PAGE 16 ET « CRIBLE » PAGE 35

## Réforme des retraites : l'ombre du 49-3

**SOCIAL** Si le texte réformant les retraites a finalement été adopté au Sénat samedi, la semaine qui s'ouvre s'annonce cruciale pour le gouvernement. Une commission mixte paritaire réunissant sénateurs et députés se réunira mercredi, avant, en cas d'accord, un vote final jeudi. La Première ministre Elisabeth Borne espère passer le projet de loi sans 49-3 à l'Assemblée nationale, mais n'est pas certaine d'obtenir une majorité. Le jeu est entre les mains des députés Les Républicains, divisés sur cette réforme. De leur côté, les syndicats entendent maintenir la pression malgré la baisse de la mobilisation samedi.

// PAGES 2-3



Ludovic Martin/APP

### analyses

#### La technologie change le visage de la guerre



Par Dominique Moïsi

Les innovations technologiques ont toujours joué un rôle décisif en géopolitique. Aujourd'hui, la guerre en Ukraine a certes des allures de guerre de tranchées mais le conflit est aussi marqué par l'essor de l'intelligence artificielle, des drones et du cloud. Confronté à une Russie bien plus peuplée et armée, l'Ukraine a pu résister en partie en faisant de la technologie un allié et une arme de différenciation stratégique. Pas étonnant dans ce contexte que la nouvelle guerre froide opposant les Etats-Unis à la Chine prenne désormais des allures de rivalité technologique. Le digital devient une arme. // PAGE 12

#### L'inquiétant déclin de la démocratie indienne

par Clément Perruche

#### Les jeunes lycéens peu attirés par l'industrie

par Laurent Champaney

#### Les entreprises font vivre le lien franco-allemand

par Boris Lombard

// PAGES 11 À 13

Terry Schmitt/UP/Sipa et Noé Celsis/APP

**LesEchos**  
SUR  
**inter**  
DOMINIQUE SEUX  
DANS « L'ÉDITO ÉCO »  
À 7H45  
DU LUNDI AU VENDREDI



M 00104 - 313 - F: 3,40 €  
ISSN0153.4831 115<sup>e</sup> ANNÉE  
NUMÉRO 23917 36 PAGES  
Antilles-Réunion 4,50 €. Belgique 4,00 €. Espagne 4,90 €. Luxembourg 4,20 €. Maroc 42 DH. Suisse 6,40 FS. Tunisie 9 TND.

## Commerce : Naouri trouve des alliés pour tenter de relancer Casino

**DISTRIBUTION** Fragilisé par sa dette, le patron et actionnaire de Casino, Jean-Charles Naouri ouvre des négociations exclusives avec Teract. Le trio Niel, Pigasse, Zouari et le groupe coopératif InVivo pourraient prendre 15 % d'une entité contrôlant les magasins Casino, Monoprix et Franprix. Des fonds seraient levés, l'offre en partie repensée et le nouvel ensemble mieux valorisé. InVivo serait le premier actionnaire d'une filiale ayant vocation à livrer en circuit court les fruits et légumes des agriculteurs français aux enseignes du groupe. Une manière de se démarquer dans un contexte de guerre des prix. // PAGES 18-19 ET « CRIBLE » PAGE 35

## L'intelligence artificielle, nouvel eldorado des investisseurs

**TECH** Après une année 2022 morose dans la tech, ChatGPT a réveillé l'appétit des investisseurs. Il ne faudrait surtout pas passer à côté de la nouvelle pépite capable d'égaliser le désormais célèbre chatbot d'OpenAI. Les start-up proposant des projets dans l'IA (intelligence artificielle) générative voient leur valorisation exploser, avant même d'avoir sorti une solution viable ou généré de revenus. Face aux américains telles qu'Anthropic, Stability AI ou Character.AI, « il reste de la place pour des acteurs européens », veut croire la start-up française LightOn. « Les Echos » ont pu interviewer son « prompt engineer », qui murmure à l'oreille de l'IA. // PAGE 24



**MECALUX**  
Software Solutions

**LOGICIEL DE GESTION D'ENTREPÔT**

01 60 11 92 92

mecalux.fr/logiciel

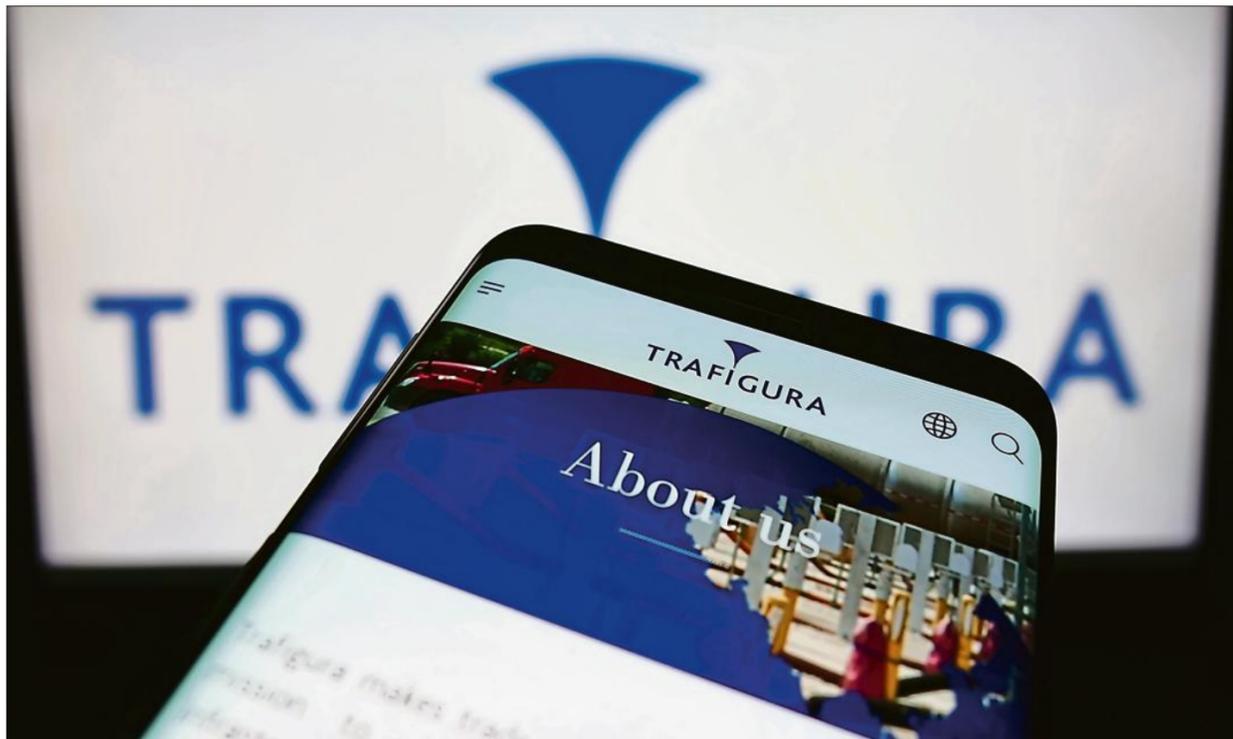
en bref

## Après son état-major, Société Générale renouvelle aussi son conseil

**BANQUE** Société Générale a indiqué vendredi les évolutions à venir au sein de son conseil d'administration. Frédéric Oudéa, Gérard Mestrallet et deux administrateurs indépendants, Kyra Hazou et Juan Maria Nin Genova, quitteront le conseil en mai. Pour les remplacer, quatre nouveaux venus seront soumis au vote des actionnaires. Parmi eux figurent Slawomir Krupa, qui, une fois élu, sera officiellement nommé directeur général par le conseil, Béatrice Cossa-Dumurgier, Ulrika Ekman et Benoit de Ruffray.

## Le géant saoudien Aramco a engrangé des profits record en 2022

**PÉTROLE** Saudi Aramco détenu en grande partie par l'Etat saoudien, a dégagé un bénéfice net de 161,1 milliards de dollars l'année dernière, en hausse de 46 % sur un an. L'envolée du pétrole, dans un contexte de forte reprise de la demande mondiale et de guerre en Ukraine, lui a permis de dégager ses profits les plus élevés depuis l'introduction de 1,7 % de ses actions à la Bourse de Ryad en décembre 2019. Les autres majors du pétrole ont aussi publié des bénéfices record.



Trafigura a ignoré certains signaux d'alerte sur la cargaison de nickel qu'il avait achetée à l'homme d'affaires Prateek Gupta.

# Métaux : les coulisses d'une fraude historique

- Pendant des mois, le négociant Trafigura a acheté des conteneurs censés abriter du nickel à un homme d'affaires indien.
- Le retrait d'une banque qui finançait les opérations a mis la puce à l'oreille au trader : il s'est aperçu qu'il avait perdu plus d'un demi-milliard de dollars.

## MATIÈRES PREMIÈRES

Etienne Goetz  
@etiengoetz

Londres, 27 octobre 2022. Les spécialistes des métaux chez le négociant Trafigura sont sur un petit nuage. Et pour cause, le groupe vient de boucler une année historique avec un résultat net de 7 milliards de dollars, et la fête à la LME Week, grand-messe du secteur organisée par la Bourse des métaux de Londres, bat son plein. Pourtant, une décision de la banque Citi va brutalement les ramener sur Terre. L'établissement américain vient de couper une ligne de crédit accordée à Trafigura pour toutes les opérations réalisées avec un partenaire indien sur du nickel. Cette décision va précipiter la découverte d'une gigantesque fraude estimée à 577 millions de dollars, l'une des plus importantes de l'histoire des métaux.

Pour bien comprendre de quoi il retourne, il faut d'abord se pencher

sur les différentes manières de gagner de l'argent dans le négoce. En règle générale, les traders profitent des différences de prix dans le temps ou dans l'espace. Ils achètent du pétrole ou un métal à un endroit et le revendent un peu plus cher, soit ailleurs soit un peu plus tard.

Mais il existe aussi une autre source de revenus, très lucrative, qui s'apparente à du prêt. Il s'agit pour un acteur bien installé, ayant accès à d'abondantes liquidités, de dégager une marge en empruntant cet argent à des acteurs plus petits rencontrant des difficultés à se financer. Cette pratique s'est développée ces dernières années depuis que plusieurs établissements se sont retirés du secteur.

**Des conteneurs sans nickel**  
C'est sur ce type d'opération que Trafigura a été piégé. Il a noué une relation commerciale avec l'homme d'affaires indien Prateek Gupta qui consistait à lui acheter des cargos de nickel, avec l'engagement ferme que la cargaison lui serait rachetée par Gupta lui-même ou par un tiers. Le prix de revente

était fixé à l'avance, de sorte que Trafigura était sûr de toucher un taux d'intérêt fixe, comme s'il avait simplement prêté de l'argent.

Une telle opération est normalement assez sécurisée, à condition bien sûr que la matière première sous-jacente existe bel et bien. Or selon des documents judiciaires consultés par Bloomberg, après le retrait de Citi, Trafigura a découvert que ce n'était pas le cas. Le négociant a envoyé à Rotterdam des inspecteurs vérifier les cargaisons à l'avant-veille du réveillon de Noël... pour découvrir que les conteneurs étaient vides.

### Défaut de vigilance manifeste

Si le négociant a été pris au piège, c'est aussi parce qu'il a ignoré une série de signaux d'alerte. Certains documents ne portaient pas le code « HS » pour identifier la marchandise transportée, par exemple. Le négociant n'aurait pas non plus insisté pour obtenir systématiquement tous les certificats d'analyse du métal. Il aurait même payé les cargaisons avant de les vérifier.

Le manque de vigilance a été reconnu par l'état-major lui-même. « Vous pouvez mettre en place tous les systèmes de contrôles et de vérifications que vous voulez, a expliqué le directeur général de Trafigura Jeremy Weir, vous ne pourrez jamais être sûr de ne pas avoir de problème. » Un vaste audit interne a été lancé pour renforcer la gestion du risque.

« Il y a manifestement eu des défauts de procédure chez Trafigura puisque la prise de risque a été beaucoup trop élevée sur de telles contreparties », résume Jean-François Lambert, consultant et ancien responsable du financement du négoce de matières premières chez HSBC. Mais pour le négociant Trafigura, les conséquences seront en réalité assez limitées.

La perte financière intervient après une année faste. Une fois les procédures révisées, le trader devrait conserver la confiance de ses financeurs. « Les banques ayant l'habitude de financer le négoce de métaux vont dorénavant se montrer plus circonspectes sur ces opérations », nuance le consultant. ■

# Les profits astronomiques des négociants

## Le négoce de matières premières a généré 115 milliards de dollars de marge brute en 2022.

La volatilité extrême des matières premières malmène le porte-monnaie des ménages, mais elle s'avère très rentable pour les négociants. Selon les calculs du cabinet Oliver Wyman, les différents intervenants sur les marchés de matières premières ont dégagé une marge brute stratosphérique de 115 milliards de dollars en 2022, le triple des montants de la période pré-pandémie.

Pour les négociants, la marge brute est l'indicateur clé de rentabilité (différente du résultat net). Elle est définie comme la différence entre le prix de vente des matières premières et leur prix d'achat auquel s'ajoutent les coûts du financement et du transport.

« L'expansion s'inscrit dans un contexte de forte volatilité des marchés de matières premières et d'évolution spectaculaire des chaînes

d'approvisionnement », expliquent les auteurs de l'étude. C'est particulièrement vrai dans le secteur de l'énergie, car la guerre en Ukraine a obligé l'Europe à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement.

**S'adapter en permanence**  
« Pour détourner le pétrole américain et le gaz naturel liquéfié de l'Asie, les prix en Europe ont augmenté, ce qui a entraîné des prix extrêmes de l'électricité », détaille le cabinet. Les marges brutes dans le négoce de pétrole ont augmenté de 55 % sur un an et elles ont bondi de 90 % pour l'électricité, le gaz et les émissions de carbone.

Le conflit n'est pas la seule cause de l'envolée des cours des matières premières. Une demande robuste post-Covid et des années de sous-investissement et de sous-production ont également contribué à un décalage entre l'offre et la consommation, et in fine à la hausse vertigineuse des prix. Dans cet environnement chaotique, seuls les

négociants les plus solides ont tiré leur épingle du jeu. C'est le cas des grandes maisons indépendantes, comme Trafigura, Vitrol ou Gunvor, car elles ont eu une surface financière assez étendue pour rester dans le marché. « A peine cinq maisons de trading concentrent un tiers du marché », relève l'étude.

### Cette insolente santé est aussi la démonstration que le secteur est incontournable.

Selon le cabinet, leurs atouts sont d'avoir accès aux liquidités nécessaires pour financer leur activité, mais aussi la maîtrise de la chaîne logistique et leur agilité face à la recombinaison des flux de marchandises. « La capacité à faire face à ces changements, à réorienter leurs cargos, à trouver de nouvelles sources et de nouveaux débouchés, a permis

de distinguer les négociants les plus solides. »

Trafigura a enregistré un résultat net record de 7 milliards de dollars pour son exercice fiscal terminé à fin septembre 2022. En une seule année, il a dégagé un profit net supérieur aux profits cumulés les quatre dernières années. Le géant Glencore a encaissé 17,3 milliards de dollars de profits, soit le triple de l'année précédente.

Cette insolente santé est aussi la démonstration que le secteur est incontournable. « Le monde ne devrait pas prendre à la légère le rôle des desks de trading intelligents, bien capitalisés et prêts à prendre des risques dans une période de bouleversements », rappellent les auteurs de l'étude. Les firmes de négoce ont permis d'assurer la continuité de l'approvisionnement en produits énergétiques et en matières premières pour que les ménages puissent continuer à se chauffer et à se déplacer et pour que les usines n'arrêtent pas de tourner. — E. Go.

## annonces judiciaires & légales

COMMUNE DE BOUSSY-SAINT-ANTOINE

### AVIS ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté municipal en date du 14 février 2023, le Maire de Boussy Saint-Antoine a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de révision du Règlement Local de Publicité de la commune.

Cette enquête publique d'une durée, de 19 jours consécutifs, se déroulera en mairie, aux jours et heures d'ouverture habituels, du **Mardi 6 mars 2023 au Samedi 25 mars 2023 inclus**.

**M. Jean-Noël THUILLART** a été désigné commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Versailles.

L'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique est consultable :

- en version informatique sur le site internet de la collectivité à l'adresse suivante : [ville-boussy.fr](http://ville-boussy.fr)

- en version papier au siège de la commune, aux jours et heures d'ouverture au public.

**M. Jean-Noël THUILLART** se tiendra à la disposition du public, en mairie, pour recevoir ses observations aux lieux, jours et heures suivants :

- Mardi 7 mars 2023 de 14H00 A 17H45 ;

- Mercredi 15 Mars de 9H00 A 12H30 ;

- Samedi 25 Mars de 9H00 A 12H30

Les observations du public peuvent être :

- Consignées dans le registre d'enquête ouvert en mairie,

- Adressées par écrit au commissaire enquêteur aux adresses suivantes : Mairie de Boussy-Saint-Antoine, place des Droits de l'Homme, ou via l'adresse mail suivante : [enquetes-publiques@ville-boussy.fr](mailto:enquetes-publiques@ville-boussy.fr)

- Exprimées oralement au commissaire enquêteur au cours des permanences susmentionnées.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur transmis au maire, dans le mois suivant la clôture de l'enquête publique seront tenus à la disposition du public en mairie où ils pourront également en obtenir communication.

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.

## annonces judiciaires & légales



Modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de CRETEIL

### AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté n°AP2023-002 en date du 3 février 2023, le Territoire Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Créteil afin de créer un secteur de plan de masse pour permettre la réalisation d'un projet immobilier mixte, ainsi que de modifier le règlement sur cette zone, limiter les hauteurs sur certains axes et mettre à jour les plans d'alignements. Le dossier d'enquête publique intègre une évaluation environnementale et est complété des avis des personnes publiques associées et de l'avis de la MRAE Ile-de-France, le cas échéant.

Pendant la durée de l'enquête, un dossier sera déposé et mis à la disposition du public du **lundi 13 mars au jeudi 13 avril 2023 inclus** au sein des locaux :

- Du siège de l'enquête publique, à la Mairie de Créteil, Direction de l'urbanisme, 1 Place Salvador Allende, 94000 Créteil, aux heures d'ouverture de la direction, les lundi, mercredi, jeudi et vendredi de 9h00 à 17h00, le mardi de 9h00 à 12h30 et à l'accueil de la mairie le samedi de 09h30 à 11h30 ;

- De la Direction des affaires juridiques, des assemblées et du patrimoine de GPSEA, 14 rue Le Corbusier, 94000 Créteil, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Un poste informatique sera également mis à disposition du public afin de permettre la consultation du dossier d'enquête publique à la Mairie de Créteil, Direction de l'urbanisme, 1 Place Salvador Allende, 94000 Créteil, aux heures d'ouverture de la direction susmentionnées.

Le public pourra consulter le dossier sur les sites internet de GPSEA ([www.sudestavenir.fr](http://www.sudestavenir.fr)) et de la ville de Créteil ([www.ville-creteil.fr](http://www.ville-creteil.fr)), et consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- Sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-numerique.fr/modification-pltu-creteil>

- Par voie électronique : [modification-pltu-creteil@mail.registre-numerique.fr](mailto:modification-pltu-creteil@mail.registre-numerique.fr)

- Sur les registres papiers à feuillets non mobiles, cotés, paraphés et ouverts par le commissaire-enquêteur

- Par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire-enquêteur - Enquête sur le projet de modification du PLU de Créteil - Mairie de Créteil, 1 Place Salvador Allende, 94010 Créteil Cedex

Monsieur Jean-Pierre CHAULET exercera les fonctions de commissaire-enquêteur et se tiendra à la disposition du public, à la Direction de l'urbanisme de la mairie de Créteil, 1 place Salvador Allende 94000 Créteil, les jours et heures suivants :

- Mercredi 15 mars 2023 de 14h00 à 17h00

- Samedi 25 mars 2023 de 9h30 à 11h30 (cette permanence se tiendra dans un bureau à l'accueil de l'hôtel de ville)

- Vendredi 31 mars 2023 de 14h00 à 17h00

- Jeudi 13 avril 2023 de 14h00 à 17h00

Dans un délai de 30 jours suivant la clôture de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur adressera un rapport et ses conclusions motivées au Président de GPSEA. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an, à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Créteil, au siège de GPSEA et à la Préfecture du Val-de-Marne et seront diffusés sur les sites internet mentionnés ci-dessus.

Au terme de l'enquête, le conseil de territoire de GPSEA se prononcera par délibération sur l'approbation du projet de modification du PLU de la commune de Créteil. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de cette approbation.

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.